

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 La Roche sur Yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 25 octobre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 18/06/2024**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TRIVALIS**

31 rue de L'Atlantique  
CS 30 605  
85000 La Roche-Sur-Yon

**Références :** D 24.0254  
**Code AIOT :** 0006303901

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement TRIVALIS implanté Bellevue 85150 Sainte-Flaive-des-Loups. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRIVALIS
- Bellevue 85150 Sainte-Flaive-des-Loups
- Code AIOT : 0006303901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat TRIVALIS exploite une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Sainte Flaive des Loups, par un arrêté préfectoral du 24/02/2009. Ce site réceptionne des déchets ménagers, essentiellement issus de centres de tri-mécanobiologiques et des encombrants de déchèterie.

La visite d'inspection a porté sur le registre RNDTS et sur le suivi de l'action de recherche des substances dangereuses introduites par l'arrêté ministériel du 24 aout 2017.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	RSDE - examen des paramètres de suivis des rejets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.III + Annexe I	Demande d'action corrective	6 mois
3	Rejets de lixiviats traités - fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe II - point 1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Sans objet
4	Bassins de stockage de lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a noté que suite à la modification de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 portant sur l'ajout d'une surveillance sur des paramètres polluants spécifiques, l'exploitant avait réalisé une campagne de 5 séries analyses complémentaires en 2020-2021. Cette surveillance n'a pas été poursuivie.

L'inspection confirme que la surveillance de l'ensemble des paramètres polluants listés dans l'arrêté ministériel doit être maintenue. Pour certains polluants (arsenic, dioxines et ses composés) et compte tenu des résultats connus d'analyses, cette surveillance doit rester trimestrielle. Pour les autres polluants spécifiques qui ne sont pas détectés par le laboratoire, l'exploitant peut uniquement prétendre un allègement de fréquence de surveillance sur justification.

Un contrôle visuel du remplissage de la lagune de lixiviats bruts a été réalisé pour voir notamment son état et niveau de remplissage. Ce contrôle n'a fait l'objet d'aucune remarque.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.- Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au</p>

même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

[...]

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

#### **Constats :**

Le logiciel de pesée a été mis à jour pour permettre une extraction complémentaire des informations au format RNDTS. Pour son suivi quotidien du site, l'exploitant doit jongler avec 2 formats de données qui ne présentent pas le même niveau de détail.

Ces 2 fichiers sont télétransmis toutes les semaines au siège de TRIVALIS. Un des 2 fichiers est téléversé vers la base RNDTS (un contrôle complémentaire a également été effectué pour cette opération).

L'inspection a bien constaté que le registre RNDTS était alimenté de manière hebdomadaire par l'exploitant. Un rattrapage des saisies avait été effectué jusqu'à début 2022.

Ce constat est jugé conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 2 : RSDE - examen des paramètres de suivis des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.III + Annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

#### **Prescription contrôlée :**

III. Les équipements de traitement des lixiviats sont conçus pour satisfaire les critères minimaux définis à l'annexe I.

Concernant les dispositions générales pour la fixation des valeurs limites d'émissions, les dispositions du premier alinéa de l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Les lixiviats collectés sur le site sont traités avant d'être rejetés dans le milieu naturel ou réinjectés dans les conditions prévues au chapitre 4 du titre V. Seuls les lixiviats respectant les critères fixés à l'annexe I sont rejetés dans le milieu naturel.

(...)

<<<Annexe I: Critères minimaux applicables aux rejets d'effluents liquides dans le milieu naturel>>>

#### **Constats :**

L'exploitant a réalisé 5 campagnes d'analyses complémentaires sur la période de mai 2020 à août 2021 portant sur les nouveaux paramètres RSDE introduits par l'arrêté ministériel du 24 août 2017.

L'examen des analyses faites montre que le paramètre Nonyphénols introduit dans l'arrêté ministériel à partir de novembre 2023 a fait l'objet d'une première analyse complémentaire le 15 mai 2024 (4 analyses complémentaires au total sont prévues).

L'exploitant a traduit sur une grille de synthèse l'ensemble des analyses effectuées, excepté pour le Nonyphénols qui n'a qu'un résultat de mesure pour l'instant.

Tous les macros polluants mentionnés aux tableaux 1 et 2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du

15 février 2016 font déjà l'objet d'une surveillance trimestrielle telle que prescrite par l'arrêté ministériel. Toutes les concentrations mesurées pour ces macros polluants respectent leurs valeurs limites d'émission.

Pour les "Autres substances dangereuses" du tableau 3 de cette annexe, les analyses complémentaires permettent de conclure ainsi :

\* Le paramètre "*Dioxines et composés de type dioxines\* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD*" affiche une concentration maximale de 4,64 pgITEQ/l, au-dessus de limite de quantification du laboratoire.

Ce paramètre est également soumis à une obligation de suppression, conformément au renvoi à l'article 22.2-III de l'arrêté préfectoral du 2 février 1998 modifié qui prévoit :

*« Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.*

*Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation. »*

L'inspection propose le suivi trimestriel de ce paramètre jusqu'à la suppression de son rejet.

\* L'Arsenic affiche une concentration moyenne de 18,4 µg/l au-dessus de la limite de quantification du laboratoire. Ce paramètre fait déjà l'objet d'une obligation de suivi trimestriel imposé par l'arrêté préfectoral du 24 février 2009.

L'inspection ne propose pas de modification pour le suivi des mesures trimestrielles en Arsenic.

\* Les autres polluants spécifiques n'ont pas été détectés par le laboratoire d'analyses au-dessus des limites de quantification.

\* Dans sa campagne d'analyses 2020-2021, l'exploitant avait mesuré le Tributylphosphate qui ne figure pas dans la surveillance imposée par l'arrêté ministériel. Les résultats étant très faibles (maximum de 0,07 µg/l), la demande de suppression de sa surveillance est actée.

En conclusion, les campagnes 2020-2021 d'analyses complémentaires imposent le maintien d'une surveillance rapprochée pour l'Arsenic et Dioxines et ses composés. Pour les autres polluants, l'exploitant pourra définir une fréquence de suivi plus espacée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Conformément au constat effectué, l'exploitant doit apporter les éléments visant à la suppression des émissions en "*Dioxines et composés de type dioxines\* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD*". Ces éléments sont à transmettre sous 6 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

### **N° 3 : Rejets de lixiviats traités - fréquence de surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe II - point 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

#### **Prescription contrôlée :**

Le prélèvement d'échantillons et les mesures (volume et composition) des lixiviats doivent être réalisés séparément à chaque point où un lixiviat est rejeté du site.

Pour les lixiviats et les eaux, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé pour la surveillance.

La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous :

Analyses	Phase d'exploitation	Période de suivi long terme (3)
2. Composition du lixiviat (2) : pH, DCO, DBO <sub>5</sub> , MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe +As+Zn+Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols, autre substance dangereuse visée au paragraphe 3 de l'annexe I	Trimestriellement (3)	Tous les six mois

(...)

(3) Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence peut être adaptée. Pour les lixiviats, la conductivité doit toujours être mesurée au moins une fois par an.

#### Constats :

L'examen des analyses complémentaires dites "RSDE" a montré que la surveillance actuelle trimestrielle sur les macros polluants et l'Arsenic reste nécessaire.

Pour les autres substances dangereuses visées au paragraphe 3 de l'annexe I, l'analyse de l'inspection indique qu'une surveillance renforcée est nécessaire pour les "*Dioxines et ses composés*" (code SANDRE 7707). L'inspection considère que son suivi reste trimestriel comme imposé par l'arrêté ministériel.

La surveillance du Nonylphénols reste trimestrielle jusqu'au moins 4 campagnes d'analyses successives. Ensuite, si les résultats confirment sa non-quantification par le laboratoire, l'exploitant peut prétendre à un allègement de sa surveillance comme prévu au paragraphe suivant.

Selon le nota (3) de l'arrêté ministériel, pour les autres polluants de ce paragraphe 3, l'exploitant peut justifier d'une fréquence plus longue que trimestrielle, mais il ne peut pas demander une suppression de cette surveillance telle qu'il l'a demandé dans son tableau de synthèse des campagnes d'analyses 2020-2021.

Une demande de compléments est nécessaire pour que l'exploitant finalise les modalités de surveillance de ses rejets. Dans l'attente d'un retour et d'une validation par l'inspection, la fréquence trimestrielle reste en vigueur pour tous les paramètres de l'annexe II de l'arrêté ministériel.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit maintenir une surveillance trimestrielle a minima pour le polluant "*Dioxines et ses composés*" identifié dans les rejets des campagnes d'analyses complémentaires de 2020-2021 (et pour le Nonylphénols transitoirement). Cette surveillance devra être effective dès 2025.

Pour les polluants autres figurant dans le paragraphe 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'exploitant peut prétendre à espacer leur surveillance mais sans suppression. L'exploitant doit donc mettre à jour son tableau de synthèse pour proposer une surveillance adaptée, sans que la fréquence n'excède tous les 3 ans.

Cette proposition devra être effective pour début 2025. À défaut de suite, la surveillance de l'ensemble des paramètres polluants doit être faite à une fréquence trimestrielle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Bassins de stockage de lixiviats

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

II. Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux substances contenues dans les lixiviats. (\*\*\*)

Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve.

La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre.

L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :

- une bouée ;
- une échelle par bassin ;
- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.

Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.

**Constats :**

L'ISDND dispose de plusieurs bassins de gestion des effluents aqueux. L'inspection a contrôlé l'état du bassin de collecte des lixiviats bruts.

Ce bassin dispose des équipements suivants :

- une géomembrane d'étanchéité en bon état
- un grillage formant une clôture périphérique interdisant l'accès
- une échelle métallique
- une bouée accrochée au grillage
- un portillon d'accès fermé muni d'un panneau indiquant les risques
- une jauge de niveau indiquant un taux de remplissage de 50 % au jour de la visite

L'alimentation du bassin s'effectue par des pompes de relevage proche des casiers de stockage de déchets. Un suivi régulier par l'agent d'exploitation ou par le prestataire Ovive permet de réguler la charge de la station de traitement et le niveau de ce bassin (ainsi que des rejets vers le milieu extérieur).



Ce constat est jugé conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite